

ATOS ORIGIN

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 69.717.453 €
Siège social : 18 avenue d'Alsace, la Défense – 92400 Courbevoie
323 623 603 R.C.S. Nanterre

TEXTE DES RESOLUTIONS A PRESENTER A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE EN DATE DU 10 FEVRIER 2009

ORDRE DU JOUR

A titre ordinaire

Première résolution : Ratification de la cooptation de M. Jean-Philippe Thierry aux fonctions de membre du conseil de surveillance en remplacement de M. Didier Cherpitel.

Deuxième résolution : Ratification de la cooptation de M. Bertrand Meunier aux fonctions de membre du conseil de surveillance en remplacement de M. Dominique Bazy.

Troisième résolution : Ratification de la cooptation de M. Michel Paris aux fonctions de membre du conseil de surveillance en remplacement de M. Diethart Breipohl.

Quatrième résolution : Avantages dus à raison de la cessation des fonctions d'un membre du directoire : *point de l'ordre du jour devenu sans objet pour la présente assemblée*

Cinquième résolution : Avantages dus à raison de la cessation des fonctions d'un membre du directoire : *point de l'ordre du jour devenue sans objet pour la présente assemblée*

A titre extraordinaire

Sixième résolution : Changement du mode d'administration et de direction de la Société : institution d'un conseil d'administration.

Septième résolution : Modification des statuts de la Société.

Huitième résolution : Réitération au profit du conseil d'administration des autorisations et délégations de compétence et de pouvoirs consenties au directoire par les assemblées générales mixtes des actionnaires des 3 juin 2005, 23 mai 2006, 23 mai 2007 et 12 juin 2008 en vigueur à ce jour.

A titre ordinaire

Neuvième résolution : Nomination de M. René Abate en tant que membre du conseil d'administration.

Dixième résolution : Nomination de M. Behdad Alizadeh en tant que membre du conseil d'administration.

Onzième résolution : Nomination de M. Nicolas Bazire en tant que membre du conseil d'administration.

Douzième résolution : Nomination de M. Jean-Paul Béchat en tant que membre du conseil d'administration.

Treizième résolution : Nomination de M. Thierry Breton en tant que membre du conseil d'administration.

Quatorzième résolution : Nomination de M. Dominique Mégret en tant que membre du conseil d'administration.

Quinzième résolution : Nomination de M. Bertrand Meunier en tant que membre du conseil d'administration.

Seizième résolution : Nomination de M. Michel Paris en tant que membre du conseil d'administration.

Dix-septième résolution : Nomination de M. Vernon Sankey en tant que membre du conseil d'administration.

Dix-huitième résolution : Nomination de M. Jean-Philippe Thierry en tant que membre du conseil d'administration.

Dix-neuvième résolution : Nomination de M. Pasquale Pistorio en tant que membre du conseil d'administration.

Vingtième résolution : Jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration.

Vingt-et-unième résolution : Réitération au profit du conseil d'administration de l'autorisation consentie au directoire par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 12 juin 2008 en vigueur à ce jour.

Vingt-deuxième résolution : Election d'un administrateur par le personnel de la Société et des filiales.

Vingt-troisième résolution : Pouvoirs pour formalités.

*

* *

Première résolution

Ratification de la cooptation de M. Jean-Philippe Thierry aux fonctions de membre du conseil de surveillance en remplacement de M. Didier Cherpitel

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, prend acte de la démission de M. Didier Cherpitel en date du 12 juin 2008 et ratifie la nomination de M. Jean-Philippe Thierry, faite à titre provisoire par le conseil de surveillance lors de sa séance en date du 12 juin 2008 pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer en 2010 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Deuxième résolution

Ratification de la cooptation de M. Bertrand Meunier aux fonctions de membre du conseil de surveillance en remplacement de M. Dominique Bazy

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, prend acte de la démission de M. Dominique Bazy en date du 12 juin 2008 et ratifie la nomination de M. Bertrand Meunier, faite à titre provisoire par le conseil de surveillance lors de sa séance en date du 3 juillet 2008 pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer en 2010 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Troisième résolution

Ratification de la cooptation de M. Michel Paris aux fonctions de membre du conseil de surveillance en remplacement de M. Diethart Breipohl

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, prend acte de la démission de M. Diethart Breipohl en date du 12 juin 2008 et ratifie la nomination de M. Michel Paris, faite à titre provisoire par le conseil de surveillance lors de sa séance en date du 3 juillet 2008 pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer en 2010 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Quatrième résolution

Avantages dus à raison de la cessation des fonctions d'un membre du directoire

Cette résolution ne sera pas soumise au vote des actionnaires de la présente Assemblée.

Cinquième résolution

Avantages dus à raison de la cessation des fonctions d'un membre du directoire

Cette résolution ne sera pas soumise au vote des actionnaires de la présente Assemblée.

Sixième résolution

Changement du mode d'administration et de direction de la Société : institution d'un conseil d'administration

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, décide de modifier le mode d'administration et de direction de la Société et d'adopter le mode d'administration et de direction prévu aux articles L. 225-17 à L. 225-56 du Code de commerce.

L'Assemblée prend acte que l'adoption de la présente résolution met fin de plein droit aux fonctions des membres du directoire et du conseil de surveillance.

Le conseil d'administration qui sera en fonction lors de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 présentera les comptes et rapports requis pour cet exercice.

Cette résolution prendra effet à l'issue de la présente Assemblée.

Septième résolution

Modification des statuts de la Société

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et sous réserve de l'adoption de la sixième résolution, décide de modifier les statuts de la Société comme suit.

L'article 1 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 1^{er} - FORME

La Société est une société anonyme à conseil d'administration régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés anonymes ainsi que par les présents statuts ».

L'article 2 des statuts de la Société demeure inchangé.

L'article 3 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 3 - DENOMINATION »

La Société a pour dénomination : « **ATOS ORIGIN** ».

Dans tous les actes et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale sera précédée ou suivie des mots « société anonyme » ou de l'abréviation « S.A. » et de l'énonciation du montant du capital social ».

L'article 4 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 4 - SIÈGE SOCIAL »

Le siège social est fixé au 18, avenue d'Alsace – Paris La Défense – 92400 COURBEVOIE.

Il pourra être transféré dans les conditions de l'article L. 225-36 du code de commerce ».

L'article 5 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 5 - DUREE »

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux présents statuts ».

L'article 6 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 6 - CAPITAL SOCIAL »

Le capital social est fixé à la somme de 69.717.453 Euros (soixante neuf millions sept cent dix sept mille quatre cent cinquante trois Euros) divisé en 69.717.453 actions d'un Euro de nominal, entièrement libérées ».

L'article 7 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 7 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL »

Le capital social peut être réduit ou augmenté sur décisions de l'assemblée générale extraordinaire dans les conditions fixées par la loi et les règlements. L'assemblée générale extraordinaire peut cependant déléguer au conseil d'administration, selon toutes modalités autorisées par la loi et les règlements, les pouvoirs nécessaires à l'effet de décider ou réaliser une augmentation du capital ou toute autre émission de valeurs mobilières ».

L'article 8 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 8 - LIBERATION DES ACTIONS »

En cas d'augmentation de capital, les actions souscrites sont obligatoirement libérées lors de la souscription, selon la décision de l'assemblée générale extraordinaire ou du conseil d'administration agissant sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, en cas d'émission avec prime d'émission, du montant total de celle-ci. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur décision du conseil d'administration, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive. Le montant des actions à souscrire est payable, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout appel de fonds est porté à la connaissance des actionnaires quinze jours avant la date fixée pour le versement par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception individuelle.

A défaut par l'actionnaire de se libérer aux époques fixées par le conseil d'administration, les sommes exigibles sur le montant des actions souscrites par lui portent intérêt de plein droit en faveur de la Société au taux d'intérêt légal à compter de l'expiration du mois qui suit la date de son exigibilité, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, et sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcées prévues par la loi ».

L'article 9 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 9 - FORME DES ACTIONS »

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables.

La Société est en droit de demander, à tout moment, contre rémunération à sa charge, dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, l'identité des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés ».

L'article 10 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 10 - OBLIGATION DE DÉCLARATION DE FRANCHISSEMENT DE SEUILS »

Outre les seuils prévus par les dispositions législatives et réglementaires applicables, toute personne physique ou morale qui, agissant seule ou de concert, vient à détenir, directement ou indirectement, un nombre d'actions représentant une proportion du capital ou des droits de vote supérieure ou égale à deux pour cent, puis à tout multiple de un pour cent, doit informer la Société du nombre total d'actions, de droits de vote ou de titres donnant accès au capital ou de droits de vote de la Société qu'elle possède, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social, dans un délai de cinq jours de bourse à compter du franchissement du ou des dit(s) seuil(s) de participation.

A la demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société, le non-respect de cette obligation d'information est sanctionné, pour les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée, par la privation du droit de vote pour toute assemblée générale qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la déclaration.

La même obligation d'information s'impose, dans le même délai et selon les mêmes modalités, à chaque fois que la fraction du capital social ou des droits de vote possédée par un actionnaire devient inférieure à l'un des seuils mentionnés ci-dessus ».

L'article 11 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS »

Chaque action donne droit à une part égale dans les bénéfices et dans la propriété de l'actif social.

Les actionnaires ne sont pas engagés au-delà du montant nominal qu'ils possèdent.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales de la Société.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de détenir plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en cas d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autres opérations sociales, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à

celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente des actions ou des droits d'attribution nécessaires.

Les actions étant indivisibles à l'égard de la Société, celle-ci ne reconnaît qu'un propriétaire pour chaque action. Les copropriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule personne. Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires ».

L'article 12 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 12 - CESSIION DES ACTIONS »

La transmission des actions est libre et s'opère par virement de compte à compte dans les conditions prévues par la loi et les règlements ».

L'article 13 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION - COMPOSITION »

La Société est administrée par un conseil d'administration de trois (3) membres au moins et douze (12) membres au plus, nommés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Une personne morale peut être désignée administrateur mais elle doit, dans les conditions prévues par la loi, désigner une personne physique qui sera son représentant permanent au sein du Conseil d'administration ».

L'article 14 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 14 - DUREE DES FONCTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION »

La durée des fonctions des administrateurs sera de trois (3) années. Les fonctions d'un administrateur prendront fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Le nombre des membres du conseil d'administration ayant dépassé l'âge de 70 ans, ne peut être supérieur au tiers des membres en fonction. Lorsque ce nombre est dépassé, le membre le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

Les administrateurs sont indéfiniment rééligibles, sous réserve de l'application des dispositions ci dessus relatives à la limite d'âge. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut procéder à des nominations à titre provisoire sous réserve de ratification par la plus prochaine assemblée générale ordinaire, dans les limites et conditions prévues par la loi. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement n'en demeurent pas moins valables.

En cas de vacance par décès, démission ou révocation d'un administrateur, l'administrateur nommé par l'assemblée générale des actionnaires ou par le conseil d'administration en remplacement de cet administrateur ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir sur le mandat de son prédécesseur.

Si le nombre des administrateurs devient inférieur à trois, les membres restants (ou les commissaires aux comptes ou un mandataire désigné, à la requête de tout intéressé, par le Président du Tribunal de

Commerce) doivent convoquer immédiatement une assemblée générale ordinaire des actionnaires en vue de nommer un ou plusieurs nouveaux administrateurs afin de compléter le conseil jusqu'au minimum légal ».

L'article 15 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 15 - ACTIONS DES ADMINISTRATEURS »

Chaque administrateur doit être propriétaire de mille (1.000) actions au moins pendant toute la durée de son mandat.

Si au jour de sa nomination un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou en cours de mandat il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans un délai de trois mois ».

L'article 16 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 16 – ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES SALARIES ACTIONNAIRES »

Lorsque le rapport, présenté annuellement par le conseil d'administration lors de l'assemblée générale en application de l'article L. 225-102 du Code de commerce, établit que les salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce représentent plus de 3% du capital de la Société, un administrateur représentant les salariés actionnaires est nommé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires selon les modalités fixées par les présents statuts.

Les candidats à la nomination au poste d'administrateur représentant les salariés actionnaires sont désignés dans les conditions suivantes :

- a) Lorsque le droit de vote attaché aux actions détenues par les salariés est exercé par les membres du conseil de surveillance d'un fonds commun de placement, ledit conseil de surveillance peut désigner au plus deux candidats.

Le conseil d'administration saisit les conseils de surveillance des fonds communs en vue de la désignation d'un ou plusieurs candidats.

- b) Lorsque le droit de vote attaché aux actions détenues par les salariés est directement exercé par ceux-ci, les candidats sont désignés par un vote des salariés actionnaires dans les conditions ci-après définies.

Le conseil d'administration arrête les modalités de consultation des salariés actionnaires exerçant directement leurs droits de vote en vue de la désignation de leur(s) candidat(s).

La consultation des salariés peut intervenir par tout moyen technique permettant d'assurer la fiabilité du vote, en ce compris le vote électronique ou par correspondance. Chaque salarié actionnaire dispose d'un nombre de voix égal au nombre d'actions qu'il détient, soit directement, soit indirectement au travers de parts d'un fonds commun de placement à exercice individuel des droits de vote.

Seules les candidatures ayant recueilli 5 % des voix exprimées lors de la consultation des salariés actionnaires peuvent être soumises au suffrage de l'assemblée générale.

Les modalités de désignation des candidats non définies par les présents statuts sont arrêtées par le conseil d'administration, notamment en ce qui concerne le calendrier de désignation des candidats. Il en est de même pour les modalités de désignation des mandataires représentant les salariés actionnaires à l'assemblée générale.

Chacune des procédures visées aux a) et b) ci-dessus fait l'objet d'un procès-verbal comportant le nombre de voix recueillies pour chacune des candidatures. Une liste de tous les candidats valablement désignés est établie. Celle-ci doit comporter au moins deux candidats.

La liste des candidats est annexée à l'avis de convocation de l'assemblée générale des actionnaires appelée à nommer l'administrateur représentant les salariés actionnaires.

Est nommé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le candidat ayant obtenu, lors de cette assemblée générale, le plus grand nombre de voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

L'administrateur représentant les salariés actionnaires n'est pas pris en compte pour la détermination du nombre minimal et du nombre maximal d'administrateurs prévus par l'Article 13 des présents statuts.

L'Article 15 des présents statuts n'est pas applicable à l'administrateur représentant les salariés actionnaires.

La durée des fonctions de l'administrateur représentant les salariés actionnaires est de quatre (4) années. Les fonctions de l'administrateur représentant les salariés actionnaires prendront fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Toutefois en cas de perte de la qualité de salarié de la Société ou d'une société qui lui est liée au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, l'administrateur représentant les salariés actionnaires est réputé démissionnaire d'office et son mandat d'administrateur prend fin de plein droit. Jusqu'à la date de remplacement de l'administrateur représentant les salariés actionnaires, le conseil d'administration pourra se réunir et délibérer valablement.

En cas de vacance, pour quelque raison que ce soit, de l'administrateur représentant les salariés actionnaires, la désignation d'un candidat à son remplacement s'effectuera dans les conditions prévues ci-dessus. Jusqu'à la date de remplacement de l'administrateur représentant les salariés actionnaires, le conseil d'administration pourra se réunir et délibérer valablement.

Dans l'hypothèse où, en cours de mandat, le rapport présenté annuellement par le conseil d'administration lors de l'assemblée générale en application de l'article L. 225-102 du Code de commerce établit que les actions détenues dans le cadre dudit article représentent un pourcentage inférieur à 3 % du capital de la Société, le mandat de l'administrateur représentant les salariés actionnaires prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire au cours de laquelle sera présenté le rapport du conseil d'administration constatant cet état de fait ».

L'article 17 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 17 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION »

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

La cession d'immeubles par nature, la cession totale ou partielle de participations et la constitution de sûretés sur les biens sociaux font l'objet d'une autorisation préalable du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, dans la limite d'un montant qu'il fixe pour chacune d'elles, autoriser le directeur général à procéder aux opérations visées au paragraphe ci-dessus. Lorsqu'une opération dépasse le montant ainsi fixé, l'autorisation du conseil d'administration est requise dans chaque cas.

Le conseil d'administration fixe chaque année, lors de la première réunion qui suit l'assemblée générale ordinaire annuelle, soit un montant global à l'intérieur duquel le conseil d'administration peut prendre des engagements au nom de la société sous forme de cautions, avals ou garanties, soit un montant au-delà duquel chacun des engagements ci-dessus ne peut être pris ; tout dépassement du plafond global ou du montant maximum fixé pour un engagement doit faire l'objet d'une autorisation spéciale du conseil d'administration.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer par le président ou le directeur général tous les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le conseil d'administration peut conférer à un ou plusieurs de ses membres, ou à des tiers, actionnaires ou non, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Il peut également décider la création en son sein de comités spécialisés, permanents ou non. Le conseil d'administration peut notamment, et sans que cette liste soit exhaustive, décider la création d'un comité des comptes, d'un comité des rémunérations et d'un comité de nomination. Ces comités dont la composition et les attributions sont fixées par le conseil exercent leurs activités sous la responsabilité de celui-ci ».

L'article 18 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 18 - CONVOCATIONS ET DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION »

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige sur convocation de son président et toutes les fois qu'il le juge convenable, au lieu indiqué dans la convocation.

Lorsque le conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du conseil d'administration peut demander au président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé. Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Le président est alors lié par ces demandes.

Les convocations sont faites par tous moyens écrits au moins cinq jours à l'avance. Ce délai de cinq jours peut être réduit dans le cas où le tiers des administrateurs ont manifesté leur accord pour une convocation à plus bref délai.

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Sous réserve des dispositions légales et réglementaires, les réunions du conseil d'administration peuvent intervenir par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans les conditions prévues par le règlement intérieur adopté par le conseil d'administration.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux de réunion établis conformément à la loi ».

L'article 19 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 19 - BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION »

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président, qui doit être une personne physique, et s'il le juge bon, un ou plusieurs vice-présidents. Il fixe la durée de leurs fonctions qui ne peut excéder celle de leur mandat d'administrateur, fonctions auxquelles il peut mettre fin à tout moment.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de président du conseil d'administration est fixée à 70 ans. Lorsqu'en cours de fonctions, cette limite d'âge aura été atteinte, le président du conseil d'administration sera réputé démissionnaire d'office.

En cas d'empêchement temporaire ou du décès du président, le vice-président du conseil d'administration le plus âgé est délégué dans les fonctions de président. En cas d'empêchement temporaire, cette délégation est donnée pour une durée limitée ; elle est renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

Le conseil d'administration nomme également en fixant la durée de ses fonctions un secrétaire qui peut être choisi soit parmi les administrateurs soit en dehors d'eux. En l'absence du président et des vice-présidents, le conseil d'administration désigne celui des administrateurs présents qui présidera la séance.

Si par suite d'une simple omission, le conseil n'a pas expressément renouvelé dans leurs fonctions les membres du bureau dont le mandat d'administrateur n'est pas expiré, ce renouvellement est considéré comme ayant lieu de plein droit ; il appartient à un conseil ultérieur en tant que de besoin de régulariser ce renouvellement ».

L'article 20 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 20 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS »

Les membres du conseil d'administration peuvent recevoir à titre de jetons de présence une rémunération dont le montant global, déterminé par l'assemblée générale, est réparti librement par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut notamment allouer une part supérieure aux administrateurs membres des comités visés à l'article 17 ci-dessus ».

L'article 21 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 21 - PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION »

Le président du conseil d'administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le conseil d'administration détermine le montant, les modalités de calcul et le paiement de la rémunération du président, s'il y a lieu. Le président est révocable à tout moment par le conseil d'administration de la Société ».

L'article 22 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 22 - DIRECTION GENERALE »

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, la direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le conseil d'administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions prévues par la loi.

La délibération du conseil d'administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés ».

L'article 23 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 23 - DIRECTEUR GENERAL »

En fonction du choix effectué par le conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article 22 ci-dessus, la direction générale est assurée soit par le président, soit par une personne physique, nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Lorsque le conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de président et de directeur général, il procède à la nomination du directeur général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de directeur général est fixée à 70 ans. Lorsqu'en cours de fonctions, cette limite d'âge aura été atteinte, le directeur général sera réputé démissionnaire d'office.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi et les présents statuts attribuent expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Le directeur général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve ».

L'article 24 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 24 - DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES »

Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général avec le titre de directeur général délégué.

Le nombre maximum de directeurs généraux délégués est fixé à trois.

En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux directeurs généraux délégués.

A l'égard des tiers, le ou les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le directeur général.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de directeur général délégué est fixée à 70 ans. Lorsqu'en cours de fonctions, cette limite d'âge aura été atteinte, le directeur général délégué sera réputé démissionnaire d'office.

Sur proposition du directeur général, les directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration détermine, sur proposition du directeur général, la rémunération des directeurs généraux délégués.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du directeur général, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur général ».

L'article 25 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 25 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Toute convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce intervenant directement ou indirectement ou par personne interposée entre la Société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il est de même pour des conventions auxquelles une des personnes visées à l'article précédent est indirectement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les stipulations prévues ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Cependant, ces conventions, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, sont communiquées par l'intéressé au président du conseil d'administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le président aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes ».

L'article 26 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 26 - CENSEURS

L'assemblée générale peut nommer un ou deux censeurs (personnes physiques ou morales).

Le conseil d'administration peut également procéder à la nomination de censeurs sous réserve de la ratification par la prochaine assemblée générale.

La durée du mandat des censeurs est fixée à une (1) année. Elle prend fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de censeur. Les censeurs sont rééligibles deux fois.

Les censeurs sont appelés à assister comme observateurs aux réunions du conseil d'administration et peuvent être consultés par celui-ci ; ils peuvent, sur les propositions qui leur sont soumises, et s'ils le jugent à propos, présenter des observations aux assemblées générales. Ils doivent être convoqués à chaque

réunion du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut confier des missions spécifiques aux censeurs. Ils peuvent faire partie des comités créés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut décider de reverser aux censeurs une quote-part des jetons de présence qui lui sont alloués par l'assemblée générale et autoriser le remboursement des dépenses engagées par les censeurs dans l'intérêt de la Société ».

L'article 27 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 27 - COMMISSAIRES AUX COMPTES »

L'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants remplissant les conditions fixées par la loi et les règlements.

Les commissaires sont nommés pour six exercices, leurs fonctions expirant après l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice. Ils sont rééligibles. Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confère la loi ».

L'article 28 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 28 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES »

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité.

Les assemblées générales se composent de tous les actionnaires dont les titres sont libérés des versements exigibles et pour lesquels, conformément aux dispositions de l'article R. 225-85 du Code de commerce, il a été justifié du droit de participer aux assemblées générales par l'enregistrement comptable des titres au nom soit de l'actionnaire soit, lorsque l'actionnaire n'a pas son domicile sur le territoire français, de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure (heure de Paris).

L'enregistrement comptable des titres dans le délai prévu au paragraphe précédant doit s'effectuer soit dans les comptes titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Tout actionnaire peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Tout actionnaire peut également envoyer un pouvoir à la Société sans indiquer le nom de son mandataire. Tout pouvoir sans indication de nom de mandataire sera considéré comme un vote en faveur des résolutions soumises ou agréées par le conseil d'administration à l'assemblée.

Chaque actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société dans les conditions fixées par la loi et les règlements. Ce formulaire doit être reçu par la Société trois (3) jours ouvrés avant la date de la réunion de l'assemblée, faute de quoi il n'en sera pas tenu compte.

Les actionnaires peuvent, sur décision du conseil d'administration, participer aux assemblées par visioconférence ou par des moyens de télécommunication, y compris Internet, permettant leur identification dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur ».

L'article 29 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 29 - CONVOCATION AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES »

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées, dans les conditions prévues par la loi, par le conseil d'administration ou, à défaut, par les commissaires aux comptes ou toute autre personne habilitée par la loi.

Les assemblées sont réunies au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation ».

L'article 30 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 30 - ORDRE DU JOUR DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES »

L'ordre du jour est arrêté par l'organe qui a fait la convocation.

Toutefois, un ou plusieurs actionnaires ou le comité d'entreprise ont la faculté de requérir, dans les conditions déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'inscription à l'ordre du jour de projet de résolution.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du conseil d'administration et procéder à leur remplacement ».

L'article 31 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 31 - PRÉSIDENTIE ET BUREAU DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES »

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par le vice-président du conseil d'administration ou par un membre du conseil d'administration spécialement délégué à cet effet par le conseil. A défaut, l'assemblée élit son président.

En cas de convocation par le ou les commissaires aux comptes ou par un mandataire de justice, l'assemblée est présidée par celui ou l'un de ceux qui l'ont convoquée. Les assemblées convoquées par les commissaires aux comptes sont présidées par le plus ancien des commissaires.

Le président de l'assemblée est assisté de deux scrutateurs qui constituent avec lui le bureau. Les fonctions de scrutateurs sont exercées par les deux actionnaires présents au début de la séance et acceptant, qui représentent, tant par eux-mêmes que par les pouvoirs qui leur ont été conférés, le plus grand nombre de voix. Le bureau s'adjoint un secrétaire, qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée ».

L'article 32 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 32 - FEUILLE DE PRÉSENCE »

Lors de chaque assemblée, il est tenu une feuille de présence contenant les noms, prénoms usuels et domiciles des actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance et de leurs mandataires éventuels et le nombre des actions dont chacun d'eux est titulaire. Cette feuille, établie dans les conditions prévues par l'article R. 225-95 du Code de commerce, à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés et les bulletins de vote par correspondance, est émargée par les actionnaires présents ou leurs mandataires et certifiée exacte par le bureau de l'assemblée ; elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout requérant dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur ».

L'article 33 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 33 - DÉLIBÉRATION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES »

Sous réserve de l'existence d'actions à droit de vote double, tout actionnaire dispose d'autant de droits de vote qu'il possède ou représente d'actions.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial. Ces procès-verbaux sont signés par les membres du bureau. Les copies ou extraits de procès-verbaux sont signés par le président du conseil d'administration ».

L'article 34 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 34 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRES »

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles relevant de la compétence des assemblées générales extraordinaires.

L'assemblée générale ordinaire est réunie chaque année par le conseil d'administration, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Des assemblées générales ordinaires peuvent en outre être convoquées extraordinairement.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance possèdent au moins le cinquième des actions ayant droit de vote.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'assemblée est convoquée de nouveau. Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des actions représentées.

L'assemblée générale ordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance ».

L'article 35 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 35 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRES »

Les assemblées générales sont dites extraordinaires lorsque leur objet est d'apporter une modification aux statuts de la Société ou à sa nationalité, ou lorsque la loi le prévoit expressément.

Les assemblées générales extraordinaires sont réunies chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'assemblée est convoquée de nouveau. Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance possèdent au moins, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité de deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés. Toutefois, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'assemblée statue aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires ».

L'article 36 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 36 – EXERCICE SOCIAL »

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre ».

L'article 37 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 37 - COMPTES SOCIAUX »

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Il établit en outre un rapport de gestion écrit.

Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

A compter de la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de quinze (15) jours qui précède la date de réunion, tout actionnaire peut prendre connaissance au siège social des documents dont la communication est prévue par les lois et règlements en vigueur ».

L'article 38 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 38 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES »

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légal, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social mais reprenant si, pour une cause quelconque, la réserve légale devient inférieure à ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice, l'assemblée peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous autres fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau. Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice ».

L'article 39 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 39 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES »

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par celle-ci, ou à défaut, par le conseil d'administration conformément aux prescriptions des articles L. 232-12 à L. 232-18 du Code de commerce.

L'assemblée générale peut ouvrir aux actionnaires, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement en numéraire et le paiement en actions nouvelles de la Société dans les conditions fixées par la loi. La même option peut être ouverte dans le cas de paiement d'acomptes sur dividendes ».

L'article 40 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 40 - DISSOLUTION »

Sur la proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale extraordinaire peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la Société.

Si les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié de son capital social, le conseil d'administration est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société. Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions légales ayant trait au montant minimum du capital des sociétés anonymes, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social. La résolution de l'assemblée générale sera, dans tous les cas, rendue publique.

La résolution adoptée par les actionnaires est déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social, inscrite au registre du commerce et des sociétés et publiée dans un journal d'annonces légales.

A défaut de réunion de l'assemblée générale extraordinaire, comme dans le cas où cette assemblée n'a pas pu délibérer valablement sur deuxième convocation, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Cependant, dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la Société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu ».

L'article 41 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 41 – LIQUIDATION »

A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée décidée par l'assemblée générale extraordinaire, l'assemblée générale ordinaire, sur proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

La nomination d'un liquidateur met fin aux pouvoirs des membres du conseil d'administration.

Les liquidateurs ont mission de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif mobilier et immobilier de la Société et d'éteindre le passif. Sauf les restrictions que l'assemblée générale peut y apporter, ils ont à cet effet, en vertu de leur seule qualité, les pouvoirs les plus étendus d'après les lois et usages du commerce, y compris ceux de traiter, transiger, s'il y a lieu, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Pendant toute la durée de la liquidation, l'actif social demeure la propriété de l'être moral collectif qui survit à la dissolution de la Société pour les besoins de sa liquidation. Les pouvoirs de l'assemblée générale continuent comme au cours de l'existence de la Société.

Après extinction du passif et des charges de la Société, le produit de la liquidation est employé à amortir complètement le capital des actions, si cet amortissement n'a pas encore eu lieu.

Le surplus est réparti aux actions ».

L'article 42 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« Article 42 - CONTESTATIONS »

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la Société, les organes de gestion ou de contrôle, les commissaires aux comptes, soit entre les actionnaires eux-mêmes relativement aux affaires sociales sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents ».

Huitième résolution

Réitération au profit du conseil d'administration des autorisations et délégations de compétence et de pouvoirs consenties au directoire par les assemblées générales mixtes des actionnaires des 3 juin 2005, 23 mai 2006, 23 mai 2007 et 12 juin 2008 en vigueur à ce jour

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, de réitérer au profit du conseil d'administration les autorisations et délégations de compétence et de pouvoirs consenties au directoire au titre des assemblées générales antérieures, pour leur durée restant à courir, à savoir :

- délégation de pouvoirs aux fins de réduire le capital social, dans les conditions définies par la douzième résolution de l'assemblée générale extraordinaire du 3 juin 2005 ;
- autorisation donnée au directoire d'attribuer gratuitement des actions aux salariés et aux mandataires sociaux dans les conditions définies par la douzième résolution de l'assemblée générale mixte du 23 mai 2006 ;
- autorisation donnée au directoire d'attribuer gratuitement des actions aux salariés et aux mandataires sociaux dans les conditions définies par la treizième résolution de l'assemblée générale mixte du 23 mai 2006 ;
- délégation de compétence aux fins d'augmenter le capital social avec droit préférentiel de souscription, dans les conditions définies par la septième résolution de l'assemblée générale mixte du 23 mai 2007 ;
- délégation de pouvoirs aux fins d'augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature, dans les conditions définies par la huitième résolution de l'assemblée générale mixte du 23 mai 2007 ;
- autorisation de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la société, dans les conditions définies par la neuvième résolution de l'assemblée générale mixte du 23 mai 2007 ;
- délégation de compétence aux fins d'augmenter le capital social sans droit préférentiel de souscription, dans les conditions définies par la seizième résolution de l'assemblée générale mixte du 12 juin 2008 ;
- autorisation d'augmenter le capital social en faveur des salariés dans le cadre d'un Plan d'Epargne d'Entreprise, dans les conditions définies par la dix-septième résolution de l'assemblée générale mixte du 12 juin 2008.

Neuvième résolution

Nomination de M. René Abate en tant que membre du conseil d'administration

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, de nommer M. René Abate en qualité d'administrateur, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

M. René Abate a fait savoir qu'il acceptait les fonctions d'administrateur et qu'il satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

Dixième résolution

Nomination de M. Behdad Alizadeh en tant que membre du conseil d'administration

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, de nommer M. Behdad Alizadeh en qualité d'administrateur, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

M. Behdad Alizadeh a fait savoir qu'il acceptait les fonctions d'administrateur et qu'il satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

Onzième résolution

Nomination de M. Nicolas Bazire en tant que membre du conseil d'administration

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, de nommer M. Nicolas Bazire en qualité d'administrateur, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

M. Nicolas Bazire a fait savoir qu'il acceptait les fonctions d'administrateur et qu'il satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

Douzième résolution

Nomination de M. Jean-Paul Béchat en tant que membre du conseil d'administration

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, de nommer M. Jean-Paul Béchat en qualité d'administrateur, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

M. Jean-Paul Béchat a fait savoir qu'il acceptait les fonctions d'administrateur et qu'il satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

Treizième résolution

Nomination de M. Thierry Breton en tant que membre du conseil d'administration

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, de nommer M. Thierry Breton en qualité d'administrateur, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

M. Thierry Breton a fait savoir qu'il acceptait les fonctions d'administrateur et qu'il satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

Quatorzième résolution

Nomination de M. Dominique Mégret en tant que membre du conseil d'administration

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide, après

avoir pris connaissance du rapport du directoire, de nommer M. Dominique Mégret en qualité d'administrateur, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

M. Dominique Mégret a fait savoir qu'il acceptait les fonctions d'administrateur et qu'il satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

Quinzième résolution

Nomination de M. Bertrand Meunier en tant que membre du conseil d'administration

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, de nommer M. Bertrand Meunier en qualité d'administrateur, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

M. Bertrand Meunier a fait savoir qu'il acceptait les fonctions d'administrateur et qu'il satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

Seizième résolution

Nomination de M. Michel Paris en tant que membre du conseil d'administration

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, de nommer M. Michel Paris en qualité d'administrateur, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

M. Michel Paris a fait savoir qu'il acceptait les fonctions d'administrateur et qu'il satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

Dix-septième résolution

Nomination de M. Vernon Sankey en tant que membre du conseil d'administration

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, de nommer M. Vernon Sankey en qualité d'administrateur, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

M. Vernon Sankey a fait savoir qu'il acceptait les fonctions d'administrateur et qu'il satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

Dix-huitième résolution

Nomination de M. Jean-Philippe Thierry en tant que membre du conseil d'administration

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, de nommer M. Jean-Philippe Thierry en qualité d'administrateur, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

M. Jean-Philippe Thierry a fait savoir qu'il acceptait les fonctions d'administrateur et qu'il satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

Dix-neuvième résolution

Nomination de M. Pasquale Pistorio en tant que membre du conseil d'administration

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, de nommer M. Pasquale Pistorio en qualité d'administrateur, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

M. Pasquale Pistorio a fait savoir qu'il acceptait les fonctions d'administrateur et qu'il satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

Vingtième résolution

Jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide de fixer pour l'exercice en cours et pour les exercices suivants, et jusqu'à nouvelle décision, à 500.000 euros le montant de la somme globale à répartir entre les membres du conseil d'administration, à titre de jetons de présence.

Vingt-et-unième résolution

Réitération au profit du conseil d'administration de l'autorisation consentie au directoire par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 12 juin 2008 en vigueur à ce jour

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions qui précèdent, décide, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, de réitérer au profit du conseil d'administration l'autorisation consentie antérieurement au directoire, pour sa durée restant à courir, à savoir :

- autorisation d'opérer des rachats d'actions de la Société, dans les conditions définies par la septième résolution de l'assemblée générale mixte du 12 juin 2008.

Vingt-deuxième résolution

Election d'un administrateur par le personnel de la Société et des filiales

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide, sous réserve de l'adoption des sixième et septième résolutions et conformément aux dispositions de l'article L. 225-23, alinéa 5, du Code de commerce, ²de prévoir l'élection d'un administrateur par le personnel de la Société et des filiales.

L'Assemblée décide en conséquence de modifier comme suit l'article 16 des statuts prévu à la septième résolution :

L'article 16 des statuts est désormais dénommé comme suit :

« Article 16 – ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES SALARIES ACTIONNAIRES – ADMINISTRATEUR ELU PAR LE PERSONNEL SALARIE »

L'article 16 des statuts prévu à la septième résolution, dont la rédaction demeure inchangée, devient l'article 16.1 dénommé comme suit :

« 16.1 **Administrateur représentant les salariés actionnaires** »

Un article 16.2 dénommé « Administrateur élu par le personnel salarié » est ajouté et rédigé comme suit :

« 16.2 **Administrateur élu par le personnel salarié**

Le statut et les modalités d'élection de l'administrateur élu par le personnel sont fixés par les articles L. 225-27 et L. 225-28 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Le personnel salarié de la Société élit un administrateur.

L'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours.

Le candidat élu est celui ayant obtenu au premier tour la majorité absolue des suffrages exprimés ou au second tour la majorité relative.

En cas d'égalité des voix, le candidat dont le contrat de travail est le plus ancien est déclaré élu.

Les candidats à l'élection peuvent être présentés à l'élection, soit par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives au sens de l'article L. 423-2 du Code du travail, soit par 5 % des électeurs ou, si le nombre de ceux-ci est supérieur à 2.000, par cent d'entre eux.

Sont électeurs et éligibles les membres du personnel qui remplissent les conditions prévues par la loi. Chaque candidature doit comporter outre le nom du candidat, celui de son remplaçant.

Le premier administrateur représentant le personnel entrera en fonction lors de la première réunion du conseil d'administration tenue après la proclamation des résultats complets des premières élections.

Le membre suivant du conseil d'administration représentant le personnel entrera en fonction à l'expiration du mandat du membre sortant du conseil d'administration représentant le personnel.

La perte, par l'administrateur représentant le personnel, de sa qualité de membre du personnel met fin à son mandat.

Les élections sont organisées par le conseil d'administration. Le calendrier et les modalités du scrutin sont établis par lui après consultation des organisations syndicales représentatives.

L'administrateur élu par les salariés n'est pas pris en compte pour la détermination du nombre minimal et du nombre maximal d'administrateurs prévus à l'Article 13 ci-dessus ».

Vingt-troisième résolution

Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal de la présente assemblée aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

*

* *